

Formation professionnelle

États des lieux et pistes de relance


En dépit des efforts fournis pour booster la formation professionnelle, des contraintes subsistent. Zoom sur les facteurs de blocage et les leviers de refonte du système élaborés par l'INE récemment. MKK

Le taux d'affluence vers la formation professionnelle a enregistré une remarquable hausse depuis 2011. Ainsi, le nombre de participants aux concours dépasse de loin la capacité d'accueil pour tous les niveaux. Pour l'année 2017-2018, 494.472 participants se sont inscrits aux concours d'accès organisés dans le secteur public de la FP. Le nombre de places proposées par les établissements de formation est de 343.255 ; ce qui reste globalement assez faible par rapport à la demande des candidats à la formation professionnelle. A noter que le nombre global d'établissements de formation professionnelle (EFP) publics et privés est passé de 1855 en 2000 à 18454 en 2018. La capacité d'accueil moyenne d'un EFP au cours de la même année était de 914 places offertes pour l'OFPPT, contre 142 pour les EFP relevant des départements ministériels.

La formation professionnelle a accompli des avancées importantes grâce aux efforts d'investissement accomplis pendant ces 15 dernières années. Toutefois, sur le plan qualitatif, des contraintes subsistent et font que les qualifications des lauréats soulèvent encore des critiques de la part des employeurs, et qu'un nombre important de jeunes quitte le dispositif de formation professionnelle sans diplôme ni qualification. Un rapport de l'INE pointe du doigt des dysfonctionnements importants qui limitent ses performances et entravent ses capacités à relancer une dynamique active en faveur de l'emploi. Bien qu'elle soit une alternative accessible pour une intégration professionnelle, la formation professionnelle continue d'être considérée, selon l'INE comme une voie de non choix, suite à un échec scolaire, et surtout, sans aucune issue possible pour une promotion sociale. En dépit des efforts fournis par les opérateurs, l'offre de formation est jugée par l'INE en obsolescence ce qui constitue un facteur d'inadaptation aux besoins de ces entreprises et un frein certain à l'insertion des lauréats. Selon le HCP, le chômage

des diplômés de la formation professionnelle augmente, en effet, d'environ 21% parmi les diplômés d'initiation professionnelle à 26% parmi les diplômés spécialisés, à 29% parmi les qualifiés et à près de 27% parmi les techniciens spécialisés. Aussi, l'offre des établissements privés est restée stagnante et limitée aux secteurs demandant le moins d'investissements. Par ailleurs, plus de 66 % des établissements privés ne sont pas accrédités et suscitent des questions quant à la qualité de leur formation et à la valeur des diplômes qu'ils délivrent. Des prémices de changement de cette perception commencent à être perceptibles grâce au développement d'une offre de formation ciblant des métiers à forte valeur ajoutée et connaissant une pression importante au niveau du marché de l'emploi (industrie automobile, énergies renouvelables, BTP, etc.).

La création récente du baccalauréat professionnel constitue également un levier de valorisation de la voie professionnelle. Trois leviers d'intervention sont ainsi dégagés par le rapport de l'INE, à savoir : primo, l'intégration de la FP à l'enseignement général ce qui implique un repositionnement de la FP dans le système éducatif national, l'adoption de nouveaux modes de gestion et de financement et une refonte de son organisation. Secondo, la valorisation de la formation professionnelle à travers la proposition de mesures visant à promouvoir une image positive du système et l'affirmation de son rôle capital dans la réalisation de l'équité et de l'égalité des chances et de l'inclusion sociale et finalement la mise en place de préalables indispensables au succès du chantier de la refondation à travers l'affirmation des rôles de la Région et de l'entreprise, en mettant en exergue leur potentiel et leurs capacités à œuvrer activement au développement de la formation professionnelle. L'INE recommande également le recentrage de l'offre de formation sur les politiques d'emploi et la mise en place d'une politique d'appui social au profit des jeunes déscolarisés et sans qualification professionnelle *



FORMATION
PROFESSIONNELLE